3. D'organiser dans l'immédiat la coopération avec le FLN, coopération, qui, en fait, a déjà commencé d'une façon fructueuse.

4. D'accepter, dans le but d'accroître l'efficacité de la lutte, l'unification militaire. A ce sujet un accord est déjà intervenu entre votre délégation et la nôtre sur les deux points suivants :

a. Les groupes armés de campagnes et les groupes d'action dans les villes dirigés par les communistes et faisant partie de l'organisation militaire clandestine « les combattants de la libération » s'intègrent dans l'Armée de libération nationale et acceptent le contrôle du FLN.

b. Les militants communistes qui sont déjà dans l'Armée de la libération nationale ou qui en feront partie n'auront plus de liens organiques ou de liens politiques organisés avec le PCA jusqu'à la fin de la lutte armée de libération, sans toutefois renoncer à leur idéal et à leurs convictions politiques.

Ceci précisé, nous tenons à vous exposer avec franchise les raisons qui ont motivé le refus de la dissolution par notre Comité central. Tout d'abord notre parti est d'essence démocratique. Une telle décision serait du ressort d'un congrès souverain. Cependant, même s'il était possible de réunir un tel congrès le Comité central demanderait le rejet de la dissolution. Et ici nous abordons les raisons de fond.

1. Le PCA est le parti de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre. En tant que tel, il est le défenseur naturel et conséquent des intérêts et des objectifs propres à la classe ouvrière et à la paysannerie pauvre. Ces intérêts ne s'opposent pas à ceux de l'ensemble du peuple, ils en sont au contraire le levain permanent. Le but actuel est et reste la libération nationale à laquelle œuvrent les Algériens sans distinction de classe sociale exception faite de certains féodaux. A cette libération la classe ouvrière et la paysannerie pauvre apportent effectivement la contribution décisive. Or c'est précisément dans la mesure où elles sentent que la lutte libératrice aboutira aussi à des changements dans leurs conditions matérielles d'existence qu'elles participent avec plus d'ardeur à la lutte. L'existence d'un parti marxiste-léniniste fort demain, dans une Algérie libérée du colonialisme, poursuivra la lutte pour la suppression de l'exploitation de l'homme, pour la remise de la terre aux paysans qui la travaillent, pour l'instauration d'une société socialiste. L'existence d'un tel parti est d'ores et déjà une garantie que les travailleurs algériens avanceront vers une libération complète c'est-à-dire une libération qui sera non seulement politique, mais aussi économique, sociale et culturelle.

2. Notre parti est le seul en tant que tel à rassembler dans ses rangs des Algériens de toutes origines, musulmans, européens, israélites. Il éprouve une légitime fierté d'avoir formé des patriotes conséquents, non seulement parmi les musulmans qui subissent directement l'oppression nationale, mais aussi les européens, comme en témoignent l'action et le sacrifice d'Henri Maillot, Maurice Laban et tant d'autres héros qui luttent et meurent pour que vive l'Algérie libre et indépendante.

Ce faisant notre parti a porté un coup très dur à la politique de division raciale des colonialistes. Il a réussi à détacher une fraction non négligeable de travailleurs européens de l'influence du colonialisme et à faire avancer ainsi la cause de la nation algérienne. L'existence et le renforcement du PCA sont une garantie que cette évolution se poursuivra dans l'intérêt du mouvement national. Sa dissolution aboutirait au contraire à un recul de cette évolution.

3. Une dissolution éventuelle du PCA apparaîtrait comme une condamnation ou un renoncement à son passé, à ses luttes, à ses traditions. Or notre parti [est] conscient, tout au long de plusieurs années de lutte, d'avoir contribué à la juste orientation, au développement politique et organique et à l'essor actuel du mouvement national (les colonialistes qui l'ont dissout ne s'y sont pas trompés). C'est pourquoi le PCA ne peut